

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

25 RUE BOURET

75019 - P A R I S

TÉL. 205 76 80

---

COLLECTIF NATIONAL

17 & 18 OCTOBRE 1977

---

POLITIQUE FINANCIERE DE L'U.N.E.F

RAPPORT PRESENTE PAR :

JACKY QUAKNINE

Chers Camarades,

Je veux souligner ici l'importance de ce Collectif National consacré pour sa première partie à la politique financière du syndicat. Il est de coutume de réunir notre direction nationale à pareille époque pour discuter les orientations de travail du syndicat en matière financière.

Certes, nous le ferons en prenant le temps du débat, aussi, il s'agit de définir une orientation à notre bataille financière, de doter le syndicat d'une politique financière nouvelle correspondant à un contexte politique nouveau dans le pays et à l'Université, une politique financière qui doit être mise en oeuvre par l'ensemble de notre organisation - au niveau du comité, du collectif de ville, du collectif national.

L'enjeu est de taille.

La possibilité d'avoir des luttes victorieuses à l'Université pour que change notre vie d'étudiant est liée à la capacité de l'UNEF d'exercer une influence décisive dans le mouvement étudiant.

NOUS DEVONS NOUS DONNER LES MOYENS D'UNE INTERVENTION A LA HAUTEUR DE NOS AMBITIONS.

CETTE CAPACITE DEPEND, POUR UNE PART NON NEGLIGEABLE, DES MOYENS MATERIELS, DES POSSIBILITES FINANCIERES.

SAVOIR A QUEL NIVEAU SITUER L'INTERVENTION DU SYNDICAT EST PRIMORDIAL POUR L'AVENIR DE NOTRE ACTIVITE.

° ° °

Nous développons notre activité de rentrée dans un contexte exceptionnel, l'Université n'a pas connu de trêve syndicale notamment par la bataille des inscriptions sur Paris. De plus une multitude de luttes engagées depuis un mois nous conduit à répertorier des dizaines de succès revendicatifs qui portent sur les inscriptions et dérogations, sur le logement des étudiants, sur les examens ou même sur les budgets des Universités.

Cette situation est caractérisée :

- par l'accélération de la dégradation des Universités et des conditions de vie des étudiants et le gouvernement en porte l'entière responsabilité,
- par les responsabilités nouvelles qui incombent à l'UNEF quant à la défense des conditions de vie et d'étude des 800 000 étudiants de notre pays.

Tout laisse à penser que l'Université connaîtra une amplification de la bataille revendicative dans les prochains jours.

IL S'AGIT DONC DE BIEN DEFINIR UNE BATAILLE FINANCIERE NOUVELLE QUI CORRESPONDE A CE CONTEXTE EXCEPTIONNEL DANS LEQUEL NOUS ALLONS DEVELOPPER NOTRE ACTIVITE.

En premier lieu, il me semble que pour mesurer l'importance et l'ampleur de cette bataille rien ne vaut l'examen des moyens mis en oeuvre par SAUNIER-SEITE pour préserver une Université - qui loin de correspondre aux besoins de la population - répond au besoin d'une politique qui est exclusivement au service du patronat.

A l'évidence, le gouvernement n'a jamais mobilisé autant de moyens. La politique mise en oeuvre par SAUNIER-SEITE vise à la liquidation du potentiel universitaire, les différents projets de réforme touchant l'ensemble des secteurs, que ce soit la réforme du 2<sup>e</sup> cycle, la restructuration des enseignements d'IUT, la réforme Veil-Fougère ou la réforme d'Architecture, ceux-ci visent un même objectif : réduire le nombre d'étudiants pour mieux adapter l'enseignement aux besoins d'une caste dirigeante. L'exemple des IUT-Michelin à Clermont-Ferrand est significatif.

Ils rêvent tous d'une Université dépendant du ministère de l'industrie ou des affaires étrangères. Non le patronat n'exercera pas son emprise sur l'enseignement supérieur. Bien que les moyens utilisés sont de taille, les résultats essuient un échec.

Certes, grâce à notre bataille d'explications, les objectifs du gouvernement sont vite dévoilés, il reste qu'il faut analyser les moyens mis en oeuvre car les tentatives gouvernementales restent à l'ordre du jour : nous avons à faire à un gouvernement contraint à reculer, mais qui ne renonce pas et ne désarme pas.

Les campagnes gouvernementales d'explication et de justification de projets nocifs s'intensifient. SAUNIER mène une bataille politique en se servant naturellement - directement ou indirectement d'ailleurs des moyens d'information.

Nous pouvons recenser au cours de l'année précédente une dizaine d'apparitions de SAUNIER ou de ses valets sur les ondes de radio et de la télévision nationale ou régionale.

- . Nous avons vu défiler le recteur MALLET, le Président DEBASCH de l'Université d'Aix, nous expliquant pendant une heure les bienfaits et les nécessités d'une sélection à l'Université, l'ancien Préfet de Police de Paris analysant l'évolution du mouvement étudiant depuis 68, en la présence de Cohn Bendit, représentant éminent du mouvement étudiant français ! ... SAUNIER-SEITE expliquant que l'application de la réforme du 2<sup>e</sup> cycle était en bonne voie et se félicitant du sérieux des étudiants et de leur goût aux études cette
- . Je rappelle aussi les élucubrations de GISCARD-D'ESTAING sur les agitateurs à l'Université, ainsi que sur l'institution en péril.
- . BARRE expliquant à R.T.L. que l'UNEF n'avait pas besoin de subvention car elle est subventionnée par les partis politiques.

Une presse écrite pleinement à sa dévotion, n'est-ce pas le Journal du Dimanche, France-Soir, le Point, le Figaro, qui exaltent à longueur de colonnes le courage d'une femme ministre face au terrorisme physique et intellectuel de l'UNEF qui sévit dans les facs ! ! ! ! ou alors le Monde qui donne ses colonnes pour expliquer, convaincre et justifier l'argumentation gouvernementale qui vise à faire croire que les IUT sont mal gérés ou que les difficultés financières des Universités sont provoquées par des abus d'utilisation du téléphone par l'UNEF et le SNESup ! ! !... ainsi que par les subventions d'UER ou d'Université attribuées à l'UNEF.

En trouvant un relais important dans la presse nationale et régionale, SAUNIER-SEITE trouve-là une arme privilégiée, efficace. Cependant, notre bataille quotidienne envers la presse, malgré les blocages importants, parvient à faire entendre notre voix.

De plus, le pouvoir va loin : à cela s'ajoute la bataille des idées sur le terrain universitaire, dans les conseils d'UER ou du CROUS, du CNO ou au CNESER.

SAUNIER est à l'initiative de l'implantation de syndicats maison, d'apparence revendicative, rattachés à des groupuscules de droite et d'extrême-droite qui ont un mandat précis.

- 1 - préserver et imposer des projets gouvernementaux en développant des thèmes divers, parfois séduisants, prônant la suppression de l'aide directe et indirecte en la remplaçant par des prêts bancaires ou encore expliquant qu'une sélection importante permettrait plus de moyens pour ceux qui deviendraient étudiants,
- 2 - barrer la route à l'UNEF en trompant les étudiants, outre la bataille des idées, une chose qui est de règle. A l'Université, SAUNIER met en oeuvre ces moyens en disposant de l'argent des usagers pour être utilisée contre les mêmes usagers.

Nous révélons aujourd'hui à ce Collectif National, la liste des associations subventionnées par SAUNIER pour l'année 76.

C'est par exemple, la subvention de l'UNI qui est reconduite : 23 millions de Francs, celle de la FNEF qui est indexée sur la progression du coût de la vie, 7 600 000 francs. C'est aussi la création d'une série de filiales et succursales de l'UNI, la FNEF et de l'AMRU ce partageant ainsi des dizaines de millions de francs :

- le mouvement National des Elus Universitaires .....	60 000 F.
- D.I.E. Défense des Intérêts des étudiants (GUD) .....	40 000 F.
- les groupes rencontre.....	10 000 F.
- Université Moderne .....	10 000 F.
- Université 2000 .....	10 000 F.
- Mouvement lycéen de réforme .....	30 000 F.

Ce sont plus de 400 millions de francs qui sont distribués. Nous avons à faire à un "Watergate" à la SAUNIER. Décidément la corruption qui règne dans cette société touche aussi l'Université !

Un scandale qui réside dans l'utilisation des fonds publics à des fins politiques qui sont la liquidation de l'UNEF, le muselage des étudiants, plus grave encore la liquidation du droit syndical dans le pays.

Jamais un Ministre n'a mis autant d'acharnement à combattre l'UNEF en supprimant la subvention nationale, en cherchant à nous discréditer auprès des étudiants, en allant jusqu'à justifier sa mesure discriminatoire, expliquant les critères de distribution des subventions nationales et en indiquant ouvertement qu'elle les distribue uniquement à ceux qui contribuent à la bonne marche des Universités.

Malgré toutes ces manoeuvres, le gouvernement n'atteint pas ses objectifs, le résultat des élections universitaires situe l'UNEF comme la PREMIERE ORGANISATION A L'UNIVERSITE,

Fort de notre audience et d'une représentativité peu contestable, nous devons nous donner les moyens de mettre en échec les pratiques antidémocratiques de SAUNIER.

La perspective des élections universitaires de cette année fait jaser les états majors politiques de droite, c'est Chirac qui a fait connaître ses intentions de battre l'UNEF aux prochaines élections universitaires en créant sur chaque campus des sections R.P.R.-Jeunes.

- . la floraison d'officines ministérielles s'amplifie cette année,
- . les GSL font leur apparition à l'Université sous le couvert d'une association de jeunes consommateurs qui a d'ores et déjà "concommé" des dizaines de millions de francs.

L'intervention directe des partis politiques de droite à l'Université n'a jamais connu autant d'ampleur. Elle a au moins le mérite de noter le rôle particulier que l'Université joue dans le pays, donc d'en situer l'enjeu.

Soit SAUNIER-SEITE réussit la mise en oeuvre de ses projets politiques à l'Université en bafouant l'expression du droit syndical, soit nous nous donnons les moyens d'une intervention de poids qui contraindra SAUNIER à négocier, reculer et qui permettra que les étudiants prennent en main leur vie d'étudiant à l'Université afin qu'ils puissent peser sur les décisions qui les concernent. Il n'existe pas d'autre alternative à ce combat engagé par SAUNIER contre la majorité des étudiants et en particulier contre ceux qui connaissent le plus de difficultés.

C'est par l'explication, l'information, l'appel à la lutte - en un mot par l'intervention de l'UNEF sur toutes les questions, à tous moments sur toutes les facs - que nous remporterons.

Ainsi, il convient d'analyser brièvement les moyens dont disposent les autres forces qui interviennent à l'Université.

Outre les subventions nationales dont le COSEF a pu disposer en accueillant en son sein l'association du mouvement réformiste universitaire (AMRU), nous savons qu'une aide financière importante ainsi que des moyens matériels conséquents lui sont attribués par des organismes universitaires.

Nous avons déjà dit que nous étions en droit de nous interroger sur le rôle que joue la MNEF dans le financement d'organisations.

Le MAS quant à lui a obtenu un sursis par sa maison mère outre les nouveaux locaux attribués par la C.F.D.T.. Des déclarations de responsables de la CFDT font apparaître que cette organisation lui a alloué une subvention de 80 mille francs pour cette rentrée.

Enfin l'AJS quant à elle progresse dans la création d'associations d'études et de réflexion qui figure dans la liste des associations subventionnées par SAUNIER-SEITE.

Ces groupuscules ont tous un point commun : leurs ressources financières proviennent de combinaisons politiciennes ayant les mêmes objectifs : détourner la volonté de lutte des étudiants, affaiblir leur combativité, diriger les étudiants affaiblir l'UNEF

Notre organisation est foncièrement étrangère à ce genre de pratique scandaleuse, nous sommes indépendants des partis politiques, des organisations syndicales de travailleurs, du gouvernement. Nous n'acceptons pas le diktat de quiconque. Nous sommes étudiants et nous prenons en mains la vie de notre syndicat.

Nos comptes sont publiés, discutés à chaque congrès, notre budget est décidé chaque année par les membres du Collectif National, les trésoriers d'A.G.E. La trésorerie nationale loin d'être secrète est l'affaire de nos comités, des trésoriers de comités, des adhérents de l'UNEF.

C'est la raison pour laquelle nous parvenons chaque année à accroître sensiblement le montant de nos ressources, l'an dernier nous enregistrons une progression de 25 %

Mais cette année, il nous faut faire bien plus pour accroître comme je vous l'ai annoncé plus haut notre influence, mais également pour faire face à la tentative de liquidation de notre organisation.

Ne pas permettre que notre activité, que les luttes des étudiants soient hypothéquées faute de moyens financiers, cela dépend de nous.

Certes des progrès importants ce sont réalisés dans notre intervention, nous avons eu l'an passé une intervention encore plus diversifiée qui a permis de prendre plus en compte les problèmes auxquels les étudiants sont confrontés au niveau de l'amphi, de l'UER ou de la Fac, nous avons développé notre capacité à faire que les étudiants prennent de plus en plus en charge leurs propres problèmes, n'est-ce pas le fruit d'un effort réalisé dans nos associations générales, dans nos comités, un bilan positif qui contribue incontestablement à la progression du fait syndical, qui contribue naturellement à une progression de l'UNEF.

Ce bilan positif est étroitement lié aux moyens financiers dont nous disposons pour assurer cette intervention.

Néanmoins des inégalités importantes entre nos A.G.E. et comités subsistent quant au ton à donner à notre intervention.

L'analyse de deux étapes importantes dans notre bataille financière :

- 1 - la bataille financière d'après congrès, la bataille des 10 millions,
- 2 - la bataille financière en cette rentrée,

m'amène à dire qu'un grand nombre de nos comités, d'associations générales n'ont pas de réelle politique financière. cela ne signifie pas l'absence d'activité financière, je le dis d'autant plus que l'objectif des 10 millions a été atteint.

Cette bataille n'a pas été supportée par l'ensemble de nos A.G.E. puisque 10 A.G.E. n'y ont pas participé, très peu de comités y ont pris leur place, pourtant nous avons une activité syndicale intense - nous sommes intervenus aux chaînes d'inscription, aux épreuves d'exams, contre le blocage des inscriptions à Paris, contre la hausse des loyers en cité ou contre la hausse des tickets de restau-U.

Nous avons côtoyé des milliers d'étudiants, nous n'avons pas eu partout le réflexe de leur demander de prendre en charge financièrement une activité qui va dans leur intérêt, qui a pour objectif de les défendre. Les conséquences nous les connaissons bien, nous les vivons quotidiennement, elles se traduisent par l'absence d'un tract dans l'UER ou dans l'amphi dénonçant la sélection aux examens, ou alors le manque d'affichettes qui devraient populariser le succès d'une lutte revendicative.

Nous ne mettons pas à profit nos structures démocratiques, le comité notamment qui constitue le lien avec la grande masse des étudiants pour nous assurer les moyens nécessaires à notre activité.

Existe-t-il des trésoriers dans chaque comité. A ma connaissance encore quelques AGE n'ont pas d'animateur de la bataille financière au sein de leur bureau.

C'est à cette situation anachronique qu'il nous faut mettre fin.

. Comment prétendre défendre les étudiants et garantir l'intervention tous azimuth du syndicat à l'échelle locale et nationale si nous sommes confrontés aux pires difficultés financières ?

Le premier mois de notre activité a montré à quel niveau il faut porter notre bataille financière pour assurer une bonne intervention du syndicat.

La mise en oeuvre de décisions nouvelles, tel que l'envoi par nos AGE et comités du bulletin intérieur aux adhérents, la sortie d'un guide de fac, le tract ou l'affichette annonçant la date de la première séance du ciné-club ou encore le financement de notre nouveau siège national, le paiement des objectifs hebdomadaires permettant le fonctionnement du Collectif National, la sortie du 1er numéro d'UNEF-INFORM, la sortie du mensuel CAMPUS, le tirage d'un matériel important de propagande de rentrée local et national qui permet le développement des luttes...

.. Voilà ce qui a contribué à notre activité de ce premier mois. Tout laisse à penser que cette activité s'amplifie dans les prochains jours.

Vite, trouvons donc les moyens nécessaires qui ne la remettent pas en cause, qui permettent de l'amplifier.

Dans la dernière quinzaine, pour assurer le financement d'une partie de cette activité, le Bureau National a été amené par les échéances, à animer cette bataille financière d'une façon quotidienne. Est-ce que ceci signifie que nous tirions à longueur de temps la sonnette d'alarme - situation qui contraindrait nos AGE et comités à ne faire que cela et ceci pas en lien avec notre activité générale.

Certes, même si nous avons connu des difficultés importantes qui ont parfois retardé la sortie d'un courrier à l'organisation ou l'envoi de la carte UNEF aux adhérents, le retard des paiements des salaires des administratifs, ou tout simplement le tirage de la lettre ouverte à SAUNIER, matériel essentiel qui informe de nos propositions et appelle à la lutte, j'ai le sentiment aussi que nous avons réfléchi dans l'organisation à faire correspondre des moyens financiers nouveaux à une activité foncièrement nouvelle.

Le riche bilan de la semaine dernière comporte quelques enseignements intéressants.

Les associations générales qui ont développé des initiatives, principalement des collectes auprès des étudiants, enseignants et travailleurs de l'Université ont fait la preuve qu'il existe des sources de financement importantes pour le syndicat, que les étudiants lorsqu'on les sollicite ne sont pas hostiles et souscrivent massivement, que les travailleurs et les enseignants ne supportent pas les mesures discriminatoires de SAUNIER, que l'organisation dans son ensemble est prête à prendre en charge ce pan important de notre activité.

Comment peut-on expliquer autrement les 4 000 francs collectés à Lyon, les 2 500 francs collectés à Saint-Etienne, les 2 000 collectés à Grenoble, les 1 350 à Marseille, les 1 300 à Caen, les 1 000 à Basançon, les 1 300 à Reims, les 1 300 à Paris XIII, les 1 000 en Prépa-Paris, les 1 000 à Metz, les 1 000 à Limoges, les 1 300 à Montpellier, plus de 10 villes qui ont doublé et quadruplé leurs objectifs financiers pour la première quinzaine d'Octobre et ceci en moins de 48 heures.

- une autre remarque grave celle-ci, près de 17 associations générales n'ont pas réalisé d'initiatives financières dans la première quinzaine d'octobre.

Comme vous le voyez, il s'agit bien d'accroître notre capacité à financer notre intervention.

Pour cela notre orientation doit être caractérisée :

- 1 - par une activité financière intégrée pleinement à l'activité générale de notre syndicat. Nous ne pouvons pas nous contenter d'une activité ponctuelle dissociée de notre activité quotidienne,
- 2 - permettre par delà que la grande masse des étudiants prenne en charge l'activité syndicale dans son ensemble, permettre qu'ils se donnent les moyens d'un outil syndical efficace.

Il nous faut bâtir une activité routinière allant vers une activité financière régulière qui correspond aux moyens nécessaires. Il nous faut admettre que nos ressources se situent principalement auprès des étudiants, ainsi si chaque étudiant verse 10 francs par an à l'UNEF, nous trouverons là 800 millions de francs, une somme tout juste suffisante, pour assurer le fonctionnement de nos comités, des AGE, du Collectif National.

Il nous faut prendre le soin de dire aux étudiants quelles sont les sommes nécessaires, où vont les sommes collectées.

Mettre en oeuvre cette orientation est possible à condition :

- 1 - d'avoir des animateurs de la bataille financière à tous les niveaux, en premier lieu dans les comités,
- 2 - avoir une politique financière autonome à chaque AGE à chaque comité, prenant en compte l'ensemble des aspects du financement de l'activité syndicale, une politique qui assure l'activité du comité dans le T.D. dans l'amphi, sur la fac, une politique qui prenne en compte l'activité nationale du syndicat à une juste part et sur un plan d'égalité avec les autres comités de notre union.

En ce domaine, veiller à l'autonomie de nos comités, leur permettre que des initiatives diverses se réalisent, c'est garantir le fonctionnement de l'organisation.

Chaque comité doit savoir quelles sont ses ressources financières (demande de subvention dans les UER, boom de comité, diffusion de la carte de membre honoraire auprès des enseignants de l'UER.)

Il s'agit donc de faire franchir un pas décisif dans la prise en charge du financement de l'activité par les comités. N'est-ce pas la condition du progrès de la vie démocratique dans l'UNEF et dans le mouvement étudiant que d'avoir de plus grandes capacités d'informer, de consulter les étudiants.

L'existence d'une réelle vie financière dans nos comités, n'est-ce pas le meilleur moyen de concrétiser notre bataille financière dans des secteurs encore peu défrichés.

1) Nous avons mené une bataille importante contre la suppression de la subvention à l'UNEF.

Cette mesure suscite une indignation et une condamnation de la part des travailleurs et de leurs organisations, il nous faut à cet égard la solidarité politique et permettre qu'elle se développe en collectant à la porte des entreprises sera le moyen de contraindre SAUNIER-SEITE à céder et de plus consolider la reconnaissance de l'UNEF auprès de la population.

Renouveler nos exigences quant à la répartition des subventions. Qu'elle soit proportionnelle à la représentativité, cela ferait 50 millions pour l'UNEF.

2) Nous exigeons peu de subventions dans nos Universités. Des camarades pensent encore que c'est compromettre son indépendance que de faire prendre en charge par l'UER les activités du comité utiles aux étudiants - à chaque comité doit correspondre une subvention de fonctionnement et d'équipement.

3) 2000 élus UNEF siègent dans les conseils au niveau local ou national. Nous devons nous prévaloir du droit de nos élus à rendre compte de leur mandat auprès des étudiants et pour cela exiger que chaque conseil d'UER ou d'Université où siège un élu UNEF lui garantisse les possibilités d'accomplir sa tâche

. Parce que l'UNEF est une organisation d'intérêt public, nous devons effectuer des démarches auprès des conseils municipaux et généraux pour qu'ils allouent une subvention permettant l'activité du syndicat - ce sont des dizaines de demandes par association déclarée qu'il faut formuler.

. Parce qu'il y a convergence de nos luttes, de nos actions, c'est aux enseignants de l'UER que nous devons demander de soutenir l'UNEF en étant membre honoraire.

Il nous faut être audacieux dans le choix de nos initiatives financières, les diversifier, rechercher des formes nouvelles, originales. A chaque lutte, à chaque action doit correspondre une initiative financière appropriée.

Enfin le développement du comité UNEF par le rassemblement des étudiants constituera un apport financier important.

Il nous faut réfléchir à la possibilité de financer une partie de notre activité syndicale par nos services, n'est-ce pas la condition d'un développement de notre potentiel de service. Encore dans de nombreuses AGE nous nous contentons de financer l'activité des services par la trésorerie du comité.

Les sources de rentrée financière pour l'UNEF ne sont loin d'être épuisées, il nous faut les recenser en mesurant préalablement les ressources nécessaires au syndicat pour mettre en oeuvre notre orientation, c'est ainsi que le budget de l'année universitaire 77-78 que je suis en mesure de vous proposer comporte les éléments suivants :

- au niveau de nos dépenses : des postes touchés par l'inflation mais surtout par la progression de notre activité et ceci dans tous les domaines, des salaires administratifs et techniques en nombre plus important,

des frais de fonctionnement et administratifs qui s'accroissent sans cesse, ceci étant dû à une aide plus importante du Bureau National et de ses collaborateurs aux AGE et comités, c'est notamment l'envoi de circulaires universitaires encore plus adaptées à l'ensemble de nos secteurs et des courriers réguliers.

des dépenses qui prennent en compte l'application de décisions de notre dernier congrès :

- . la sortie régulière d'UNEF-INFORM,
- . la publication des textes de notre 64<sup>e</sup> congrès,
- . l'acquisition de nouveaux locaux,
- . des investissements en matériel,
- . une propagande plus adaptée, plus diversifiée,
- . ainsi que le remboursement d'un certain nombre de dettes envers les imprimeurs,

des dépenses pour un total de 203 millions

anciens qui se décomposent ainsi :

BUDGET ANNEE UNIVERSITAIRE 77-78

<u>Salaires</u> .....		309 000
<u>Frais administratifs + fonctionnement</u>		
. Timbres.....	42 000	
. Electricité .....	10 900	
. Loyer .....	86 000	
. Matériel de bureau-fournitures .....	60 000	
. Fuel .....	10 000	
. Entretien des machines-immeuble .....	10 000	
. Descentes, suivies .....	100 000	318 900
<u>P T T</u>		
. Taxes téléphoniques .....	96 000	
. transfert de lignes .....	5 500	
. Achat postes tél .....	15 000	116 500
<u>Investissement achat de matériel</u>		
. Location de matériel - machine IBM machine à adresser, contrat entretien tél .....	18 000	
. Imprimerie intégrée .....	42 000	60 000
<u>Nouveau siège national</u>		
. acquisition .....	50 000	
. Travaux .....	50 000	100 000
<u>Presse</u>		
<u>UNEF-INFORM</u> .....	50 000	50 000
<u>Propagande</u>		
Campagne de rentrée .....	100 000	
Elections universitaires .....	150 000	
Campagne emploi .....	30 000	
Campagne Orga. ....	100 000	
Divers (4pages-services....) .....	200 000	530 000
<u>Congrès</u>		250 000
<u>Remboursement de dettes</u>		
. Contentieux URGENT imprimeurs .....	180 000	
. Contentieux administration centrale .....	70 000	250 000
<u>TOTAL DES DEPENSES</u> .....		<u>2 030 000</u>

- Au niveau de nos ressources : elles sont constituées pour l'essentiel par des souscriptions nationales liées à des thèmes particuliers.

Nous avons la souscription au siège national qui a donc pour objectif le financement de notre nouveau siège. La souscription des élections universitaires qui prend en charge les dépenses de propagande correspondant, un autre poste de souscription englobant des campagnes diverses telles que celle de l'emploi, aussi, nos campagnes de renforcement, de développement de nos services.

Ce sont ces batailles de souscription qui permettront le paiement de la propagande prise par les AGE et comités à la trésorerie nationale.

Les objectifs hebdomadaires provenant des AGE constituent un poste très important de notre budget. Ces objectifs constituent la seule ressource permettant le fonctionnement du collectif national.

Ce poste est la contre-partie des frais administratifs et de fonctionnement, de PTT et d'investissement ainsi que du remboursement des contentieux urgents menaçant l'existence du syndicat.

- Les critères qui nous conduisent à fixer l'objectif par ville, découlent bien entendu de l'importance de l'association, de son influence, et surtout du nombre de comités.

- . Ainsi l'AGET de Toulouse qui comporte plus de 30 comités pourra tenir son objectif hebdomadaire en faisant collecter par les comités moins de 30 F par semaine.

- . Une ville comme Montpellier, moins de 27 francs par comité et par semaine,

- . Une ville comme Caen devra collecter moins de 25 Francs par comité et par semaine.

Un poste subvention locale qui est en nette progression : il est fonction du nombre de demandes beaucoup plus important.

Un poste subvention gouvernementale pour lequel nous escomptons au moins un versement des subventions suspendues : ceci ne retire en rien à nos exigences justifiées des 50 millions de francs.

De plus nous proposons de fixer le prix du mandat de notre 64<sup>e</sup> Congrès à 250 francs.

Ce qui nous donne un total de 203 millions décomposé comme suit :

BUDGET ANNEE UNIVERSITAIRE 77-78RESSOURCES

<i>Cotisations</i> .....	60 000
<i>Souscription siège national</i> .....	100 000
<i>Souscription élections universitaires</i> .....	150 000
<i>Souscription nationale</i> .....	200 000
<i>Objectifs hebdomadaires provenant des AGE</i> .....	710 000
<i>Subventions locales</i> .....	200 000
<i>Subvention gouvernementale</i> .....	210 000
<i>Publicité</i> .....	150 000
<i>CONGRES (1000 mandats à 250 F.)</i> .....	250 000

---

TOTAL DES RESSOURCES ..... 2 030 000

Comme vous l'avez constaté, le budget ne prend pas en compte volontairement la parution de CAMPUS. Notre journal doit s'auto-financer, à la fois par les abonnements, la vente et la publicité, il a son propre budget d'un montant de 35 millions de francs.

Le budget ne prend pas en compte l'implantation et le développement de nos services nationaux qui ont des budgets spécifiques - VTU, centre de polys et coopératives. Nous examinerons dans un prochain collectif national ces questions.

L'analyse de ce budget m'amène à quelques remarques :

1 - Ce budget nous impose une progression de plus de 50 % de nos ressources par rapport au bilan de notre 64<sup>e</sup> Congrès,

2 - Nous avons un budget qui correspond à des besoins réels : l'adopter pour l'atteindre, c'est nous donner les moyens d'une progression considérable de notre organisation, c'est permettre un fonctionnement à des exigences nouvelles.

Pour remplir ces objectifs audacieux, le Bureau National propose au collectif national des initiatives multiples au caractère diversifié. Des initiatives qui seront le pilier de notre activité financière pour ce 1<sup>er</sup> trimestre de l'année.

La première d'entre-elles va nous permettre de nous adresser à tous les étudiants par notre intervention dans les 1000 amphithéâtres.

Cette initiative constituera le coup d'envoi d'une bataille nationale autour des finances du syndicat sur le thème "donnons-nous les moyens d'être défendus"

Si vous en êtes d'accord, cette initiative pourrait se dérouler le jeudi 27 octobre, toute la journée, il suffira de s'adresser à tous les étudiants par voie de tracts et d'affiches, avec des sonos sur les campus et organiser la collecte systématique dans les amphis.

Nous proposons donc que nos comités soient dotés à cette date de véritables trésoriers. Des millions de francs devront rentrer dans les caisses de nos comités.

3 - Les élections universitaires vont nécessiter une propagande adaptée, diversifiée. Nous proposons l'ouverture de listes de souscription nationale autour d'un objectif de 15 millions d'anciens francs.

Il est nécessaire de nous adresser en premier lieu aux étudiants sans trop tarder. Nous proposons que se créent des comités de soutien à nos candidats, composés de personnalités de la ville, des travailleurs et enseignants de l'Université.

Pour impulser cette bataille, il est souhaitable de rendre publics les noms des souscripteurs par voie de presse, tract ou affiche.

Nous devons exiger des conseils d'UER des subventions spéciales élections.

4 - Le nouveau siège national nécessite un financement exceptionnel urgent, nous proposons que le collectif national lance un appel à l'organisation pour que chacun contribue au financement du nouveau siège en achetant et en diffusant le timbre de 5 francs "SPECIAL NOUVEAU SIEGE".